



Lettre d'information N° 41 – Juin 2016

Cette lettre vous est proposée par Intersud, Afreco et G2C et sera diffusée à leurs fidèles clients.

## Financement des entreprises dans l'OCDE : les PME toujours limitées

La récente reprise se traduit, pour les PME des pays de l'OCDE, par un recours plus aisé au crédit bancaire. Mais l'écart entre les conditions de financement des PME et des grandes entreprises s'accroît.

### Une conjoncture du crédit en amélioration

C'est un tableau particulièrement instructif, car très international, que dresse l'OCDE dans sa récente étude "[le financement des PME et des entrepreneurs 2016](#)".

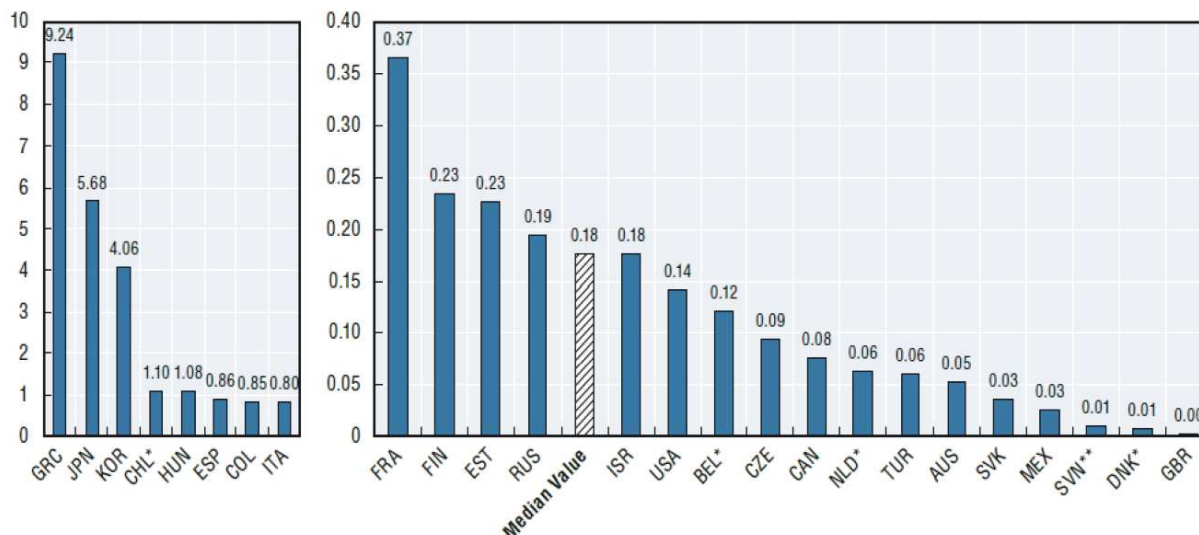
Bonne nouvelle, dans 16 des 27 pays pour lequel l'OCDE dispose de données, le volume du crédit aux PME, qui s'était contracté après la crise de 2007-2008, a progressé en 2014, et les taux d'intérêt ont reculé. Le nombre de faillites est également en recul.

Une reprise cependant toute relative, car dans 12 pays, le niveau des crédits consentis reste inférieur à celui d'avant-crise ! La France, en comparaison, n'est pas dans une situation si mauvaise, puisque le volume des crédits octroyés aux PME est légèrement supérieur à son niveau de 2007, notamment grâce aux efforts consentis par les pouvoirs publics pour faciliter les relations entre les PME et le monde bancaire : la création de la médiation du crédit d'une part, et l'augmentation des cautions publiques aux prêts des PME (comme celles accordées par BPI France) d'autre part, ont permis de limiter le "credit crunch". Le graphique ci-dessous (le poids des garanties étatiques bancaires consenties aux PME en pourcentage du PIB) l'illustre d'ailleurs : la France est l'un des pays où les cautions étatiques consenties aux entreprises pèsent le plus lourd dans le PIB.

Malgré tout, les crédits aux PME ne représentent, en France, que 21% de l'encours total des crédits aux entreprises. Preuve que l'essentiel des financements bancaires se dirige donc vers les plus grandes structures.

Figure 6. Government loan guarantees for SMEs, 2014

As a percentage of GDP





Autre bonne nouvelle : les taux d'intérêt ont sensiblement baissé ces dernières années, grâce aux politiques monétaires permissives menées des deux côtés de l'Atlantique. Ils sont passés, en valeur médiane, de 6,17 à 4,78% entre 2007 et 2014. Le mouvement est encore plus marqué en France, où ce taux est passé de 5,1 à 2,09%.

### **Des PME trop dépendantes des banques**

Cependant, l'écart entre les taux consentis aux PME et celui octroyé aux grands groupes n'a fait que s'agrandir ! En valeur médiane, ce "spread" est passé de 0,87 point de pourcentage en 2007, à 1,52 en 2014. En France, cette croissance est moindre : l'écart s'établissait à 0,58 point en 2007, et à 0,77 en 2014. A noter toutefois que ces calculs n'englobent que les PME, et non les TPE, qui subissent en général des taux encore supérieurs.

Quelques pays cependant font exception, et arrivent à réduire la surprime de taux acquittée par les PME : les États unis, la Suède, la Belgique, ou le Royaume-Uni, par exemple.

Surtout, les PME restent, bien plus que les grandes entreprises, dépendantes du financement bancaire pour leurs projets. L'accès aux marchés des capitaux (bourses, émission d'obligations) reste coûteux et très rare. Le recours au crédit-bail ou au capital-risque est, quant à lui, rarement revenu au niveau d'avant-crise. Le capital-risque a ainsi diminué de presque 30% (40% en France) par rapport à 2007. Le recours au leasing a connu une évolution quasiment similaire en pourcentage, même si, la France, en l'occurrence, se distingue puisque le leasing n'y a diminué que de 6% (mais le crédit-bail y est bien moins répandu que dans d'autres pays).

Quant aux formes de financement alternatives (affacturation, crowdfunding), elles progressent, certes, mais restent très limitées. L'affacturation par exemple s'est étendu et développé (+26% en valeur médiane, +73% en France). Son montant ne représente cependant, en France, que l'équivalent de 0,09% des crédits bancaires octroyés aux PME, contre 12% au Royaume-Uni ! Le crowdfunding progresse lui très rapidement (environ +140% entre 2014 et 2015 aux États-Unis et en Europe) mais reste très marginal.

Deux grands absents, cependant, dans cette étude : le financement des PME allemandes, qui n'est pas étudié. Et, surtout, le rôle du crédit interentreprises, totalement passé sous silence. Et pourtant, si important : il pèse, en France, environ 5 fois plus que les crédits bancaires à court terme !

### **Le nouvel organigramme du groupe Intersud**

Nous vous l'annonçons le mois dernier : le Groupe Intersud s'est agrandi. Voici son tout nouvel organigramme.  
A bientôt !



# GROUPE INTERSUD

FACILITATEUR DE CHIFFRE D'AFFAIRES

## INTERSUD SERVICES

(100% Chantal LERRANT et sa famille)

**SIREN** : 332 844 901

**Présidente** : Chantal LERRANT

**Capital** : 100 000 Euros

**Date de Création** : 01/04/1984

**Adresse** : 100 Chemin de l'aumône vieille - ACTIBURO 3 Bât A

13400 AUBAGNE

**Effectifs** : 16 personnes



INTERSUD



100 %

## AFRECO EPC SARL

**SIREN** : 451 898 035

**Gérante** : Chantal LERRANT

**Capital** : 15 244 Euros

**Date de Création** : 05/02/2004

**Adresse** : 4 Rue de Bruxelles 69140 RILLIEUX LA PAPE

**Date d'acquisition** : 10/02/2012



100 %

## G2C (Gestion Crédit Clients) SARL

**SIREN** : 531 799 039

**Gérante** : Chantal LERRANT

**Capital** : 6 000 Euros

**Date de Création** : 20/04/2011

**Adresse** : 4 Rue de Bruxelles 69140 RILLIEUX LA PAPE

**Date d'acquisition** : 21/04/2016

